



Erika Schnyder tire à boulets rouges sur l'Etat et l'agglo

AMÉNAGEMENT • *La révision de son PAL fait sortir la syndique de Villars-sur-Glâne de ses gonds. Elle s'est fendue d'une tribune où elle malmène le monde.*

PROPOS RECUEILLIS PAR

PATRICK PUGIN

Elle ferraille à l'artillerie lourde, Erika Schnyder. Et elle assume: «Je ne suis pas l'exemple parfait du politiquement correct», acquiesce la syndique de Villars-sur-Glâne qui, sur le site internet de sa commune (www.villars-sur-glâne.ch), s'est fendue d'une tribune pour évoquer les tracas que lui cause la révision du Plan d'aménagement local (PAL), dont la mise en œuvre est actuellement gelée. Une philippique où la socialiste malmène le Conseil d'Etat, les organes de l'agglomération de Fribourg (agglo), le préfet de la Sarine... Interview.

«Incompétence des uns, bureaucratie excessive des autres, manque évident de volonté et absence de vision politique à long terme des autorités cantonales et de l'agglomération»... Le moins que l'on puisse dire, c'est que la révision de votre PAL vous fait sortir de vos gonds!

Erika Schnyder: La révision du PAL, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Cela fait longtemps qu'on traîne, qu'il y a des blocages à gauche, à droite, à tous les niveaux. J'y suis allée un peu fort, je le reconnaiss, et je conçois que cela ne plaise pas à tout le monde. Mais je n'ai été élue ni pour plaire, ni pour lécher des bottes!

Vous dénoncez «la volonté manifeste» des «caciques» de l'agglo – à travers le projet d'agglomération de troisième génération (PA3), en cours d'élaboration – de concentrer leurs efforts ailleurs que sur deux zones importantes au développement de Villars-sur-Glâne. Pourquoi ces zones ont-elles été écartées?

Par facilité. Pour s'éviter d'avoir à pousser des coups de gueule et d'assister à des séances à n'en plus finir. Parce que ces secteurs – les Crosets et Bertigny-Ouest – sont problématiques; il

faut éliminer énormément de contraintes afin qu'ils puissent être mis en zone. Alors l'agglo a préféré les oublier, même s'il avait été dit, au moment de l'élaboration du plan directeur PA2, qu'elles feraient l'objet d'une attention particulière dans le PA3. Nous avons dû protester auprès du comité de l'agglo pour les intégrer au projet.

Ce qui m'énerve particulièrement, c'est que l'on veut aller au pas de charge pour déposer le PA3 dans les temps pour obtenir le subventionnement de la Confédération (délai au 30 juin 2016, ndlr), sans se poser de questions, alors que nous devons faire preuve de vision et de courage politique! Est-ce impératif de passer par cette étape? Ne devrions-nous pas laisser passer le train et passer directement au PA4 et en profiter pour régler les problèmes que nous rencontrons avec le PA2 après l'entrée en vigueur de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT)?

Vous faites allusion au fait que la légalisation de nouvelles zones n'est désormais plus possible sans le déclassement, en parallèle, d'une surface équivalente. C'est très embêtant. Et on dirait que les autorités politiques et l'administration de l'agglo s'en laissent les mains. Je leur reproche de céder trop facilement aux impératifs de la Confédération, respectivement de certains fonctionnaires du canton. C'est inadmissible.

Mais le cadre de la LAT est très strict. Ni l'agglo ni le canton ne peuvent y faire grand-chose. Certes, le cadre est strict. Mais à un moment donné, il faut savoir ce que l'on veut et dire stop, ça suffit, ça n'est pas faisable comme ça! Les lois sont faites pour être amendées! Encore faut-il ne pas se contenter de baisser les bras face au diktat de Berne!

Vous fustigez «l'incurie» du canton et de l'agglo dans le dossier de la zone stratégique de Bertigny-Ouest. Qu'attendez-vous d'eux? Qu'ils se bougent pour faire avancer les choses, ou qu'ils nous disent clairement que l'aménagement de ce secteur est repoussé aux calendes grecques!

Vous affirmez dans votre tribune que ce site de Bertigny-Ouest est le mieux à même d'accueillir la piscine de 50 mètres. Vous le voulez vraiment, ce bassin? Le Conseil communal verrait d'un très bon œil cette piscine là-bas. Elle y serait parfaitement à sa place. Mais Villars-sur-Glâne ne peut évidemment pas construire seule une telle infrastructure.

Villars-sur-Glâne est-elle prête à acheter à une autre commune du terrain à déclasser pour légaliser ses propres zones? Oui, bien sûr. Nous n'aurons pas le choix. Quant à trouver la commune qui serait prête à vendre, c'est une autre histoire...

Vous décochez à ce propos une flèche au préfet Carl-Alex Ridoré. Qu'attendez-vous de lui?

Tous les préfets sont en train de voir comment pourraient se régler, sur leur territoire, les échanges ou les achats de terrains. Cela permettra peut-être d'éviter une surenchère malsaine. Il me semble que le préfet de la Sarine devrait également le faire dans son district.

Cela ne devrait-il pas plutôt se régler au plan cantonal plutôt que régional?

Le Conseil d'Etat se montre très frileux dans ce dossier. Il se retranche derrière l'autonomie communale alors qu'il a, selon moi, un rôle moteur à jouer puisque la LAT a des implications au niveau cantonal. En l'espèce, elle a bon dos l'autonomie communale. I



Erika Schnyder: «Je n'ai été élue ni pour plaire, ni pour lécher des bottes!» CHARLES ELLENA-A

«SES MOTS SONT TROP FORTS»

Président du Comité d'agglomération, René Schneuwly se dit «dése» par les propos d'Erika Schnyder. «Les mots sont trop forts. A titre personnel, je trouve ses critiques injustifiées pour toutes les personnes qui travaillent beaucoup pour ce projet.» Le syndic de Granges-Paccot s'entretiendra avec son homologue de Villars-sur-Glâne avant la prochaine séance du comité, indique-t-il.

René Schneuwly estime que les critiques tombent plutôt mal, alors qu'un consensus a été trouvé pour que les secteurs évoqués par Erika Schnyder fassent bel et bien l'objet d'une étude dans le cadre du projet d'agglomération de troisième génération (PA3). Un projet qu'il convient par ailleurs de mener, conformément à la volonté des organes de l'agglo, qui ont adopté un budget de 700 000 francs et attribué des mandats. «Le train est lancé», image René Schneuwly.

Membre lui aussi du comité de l'agglo (décision de l'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement et de la mobilité), le syndic d'Avry – et président du Parti socialiste fribourgeois – Benoît Piller a également été «très surpris» par les propos de sa camarade villaroise. «C'est blessant de se faire traiter d'incapables alors que nous travaillons dur sur ce projet.» Pour lui, il est essentiel de réaliser le PA3 sans attendre l'élaboration du nouveau plan directeur cantonal, prévu pour 2019: «Nous pouvons ainsi avoir l'opportunité de dicter aux services du canton la vision de ce que nous voulons pour l'agglomération.»

Les conseillers d'Etat Maurice Ropraz et Beat Vonlanthen n'ont pas souhaité commenter les propos d'Erika Schnyder. Le préfet de la Sarine n'a pour sa part pas pu être joint. PP

FRIBOURG

Il cambriole sa mère

ANTOINE RÜF

«Petits enfants, petits soucis, grands enfants...» dit le proverbe. Il doit sembler bien amer à cette mère de famille du Schoenberg que son grand garçon (22 ans) passe une partie notable de son temps à cambrioler.

En moins d'un mois, entre la fin juillet et le 25 août, ce jeune homme a fait cinq fois le trajet de la banlieue lausannoise où ce Congolais est domicilié. Quatre fois il a escaladé le balcon de sa mère et cassé ou forcé la porte-fenêtre (la cinquième fois, pour changer un peu, il a brisé une fenêtre). Lors de ses diverses incursions, il a volé divers objets pour une valeur totale de 5400 francs. Et menacé d'un couteau son beau-père qui l'avait surpris en pleine action.

Quand il ne rejouait pas en boucle la scène du balcon à sa maman, ce charmant jeune homme resquillait dans le bus, fumait

de la marijuana, volait à l'étalage ou dans les locaux d'une association spirituelle de Renens, injurait, menaçait et rudoyait son amie (à laquelle il a aussi volé une casquette à 40 francs. L'habitude sans doute).

Pour leur part, les policiers lausannois et fribourgeois gardent un souvenir mitigé de ce fringant jeune homme, qui les a obligés plus souvent qu'à leur tour à user de la force pour vaincre, sous les injures et les menaces vociférées par ce forcené, sa résistance farouche à obéir aux injonctions des agents.

Relevant la persévérance peu ordinaire de l'accusé, le Ministère public fribourgeois l'a condamné à trois mois de prison ferme et une amende de 800 fr. Il a aussi révoqué un sursis octroyé en juillet dernier seulement, qui ajoute 20 jours-amende à 30 francs (soit 600 francs) à la douloureuse!

LES VERTS

La liste pour le National s'étoffe



La liste des candidats verts fribourgeois pour les élections fédérales d'octobre prochain s'allonge.

Après celle du Gruérien Nicolas Pasquier, le parti écologiste annonce coup sur coup les candidatures de Nicole Bardet, Gerhard Andrey et Marc Antoine Messer.

Nicole Bardet est conseillère générale à Romont et membre de la commission financière du chef-lieu. Elle est cofondatrice des Verts glânois et préside aussi la section fribourgeoise de la Fédération romande des consomma-

teurs. Elle fait en outre partie du comité de l'Association fribourgeoise des produits du terroir et elle est membre de la commission cantonale de l'énergie. Professionnellement, elle est responsable de la représentation romande de la Banque alternative Suisse, à Lausanne.

Gerhard Andrey est vice-président des Verts fribourgeois et membre du comité des Verts suisses. Agé de 39 ans et domicilié à Granges-Paccot, il s'engage pour une économie durable. Il est le cofondateur et président d'une société active dans le développement de solutions internet, plusieurs fois primée pour sa politique en matière de personnel et

d'environnement, relève le communiqué des Verts.

Marc Antoine Messer a présidé les Verts fribourgeois de 2009 à l'an dernier. Il préside actuellement la nouvelle section de la Sarine. Domicilié à Avry, il en a été conseiller communal de 2004 à 2012, et il est conseiller de l'agglo depuis 2008. Cet urbaniste de 31 ans est doctorant et chargé de cours à l'EPFL. Il s'intéresse aux questions de planification territoriale, de mobilité et de transition énergétique.

Il reste encore trois places à prendre sur cette liste. L'Assemblée des Verts fribourgeois adoubera tous les candidats mardi prochain. CAG